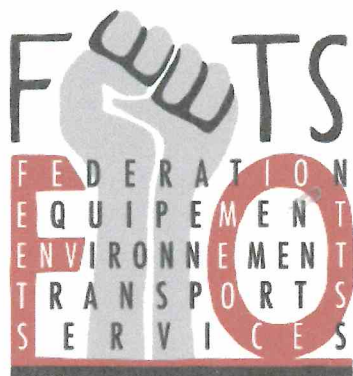




Vendredi 23 mars 2018

Monsieur Nicolas Hulot
Ministre d'Etat
Ministre de la Transition écologique et solidaire
Hôtel de Roquelaure
246, boulevard Saint Germain
75007 PARIS.

Nos réf : JH/JH 18079

Monsieur le Ministre,

Notre fédération, par l'intermédiaire de notre Syndicat National FO des Ingénieurs de l'Agriculture et de l'Environnement (SNIAE-FO), assure le suivi professionnel de 4000 ingénieurs en poste aux ministères de l'agriculture, de l'écologie et dans les établissements qui en dépendent dont plus de 400 à l'Office National des Forêts (ONF).

Avec notre syndicat, nous nous inquiétons de la dégradation des conditions de travail et des difficultés des collègues à accomplir leurs missions au sein de l'ONF.

Le directeur général a rendu impossible tout dialogue social à l'ONF. La quasi-totalité des organisations syndicales, représentant tant les fonctionnaires que les salariés de droit privé, ont démissionné de l'ensemble des instances représentatives, tant publiques que privées, centrales ou locales.

Cette situation correspond à une rupture du Contrat d'Objectifs et de Performances (COP) conclu entre l'établissement et ses ministères de tutelles dont le MTES est le ministère le plus représenté.

En effet, l'article 5.3 du COP précise : « L'ONF mettra en œuvre, au cours du COP 2016-2020, une politique de ressources humaines, en appui à la stratégie de l'établissement, articulée autour de 4 principaux objectifs :

- stabiliser l'organisation de l'établissement et les effectifs ;
- réussir l'accompagnement des personnels aux évolutions des métiers ;
- renforcer la communauté de travail et améliorer le dialogue social ;
- mettre en œuvre une politique efficace de santé et sécurité et d'amélioration des conditions de travail. »

Les politiques salariale et sociale mises en place actuellement vont à l'encontre de cet article.

Les attaques permanentes des missions de service public forestier mettent en danger la gestion durable et multifonctionnelle des forêts, notamment sur le plan environnemental.

Dans ces conditions, nous ne pouvons que constater et dénoncer l'absence de véritable politique forestière publique en France.

Face à la gravité de cette situation, rejaillissant directement sur les enjeux de politiques publiques portée par votre ministère, notre fédération sollicite une entrevue afin de vous porter plus précisément nos éléments de diagnostic et connaître les actions que vous pourriez mettre en place pour faire cesser cette hémorragie sociale et environnementale.

Le Secrétaire général

Jean Hédou